

LES RÉVOLTES ARABES VUES D'ISRAËL

MICHEL WARSCHAWSKI *

Les « printemps arabes » ont principalement profité à la mouvance des Frères musulmans qui se retrouvent au pouvoir en Tunisie et en Égypte. Washington a fait le choix d'accompagner le mouvement. La position israélienne se trouve aujourd'hui d'autant plus fragilisée que la réélection d'Obama s'est réalisée malgré tous les efforts mis en œuvre par Tel-Aviv pour la contrarier. Israël va devoir compter avec une Égypte plus solidaire des Palestiniens et décidée à mettre en œuvre une diplomatie plus active.

Les révoltes arabes n'ont pu laisser personne dans l'indifférence : elles marquent la fin d'une époque et le début d'une réalité nouvelle dont personne ne peut dire encore de quoi elle est faite, mais dont tout le monde sait qu'il y aura un avant et un après « Printemps des peuples arabes ». Ce ne sont pas que les peuples qui ont salué les soulèvements populaires en Égypte, en Tunisie ou au Yémen, mais aussi les dirigeants de notre planète qui se sont sentis obligés d'applaudir le remplacement par la démocratie de dictatures corrompues, même si, dans la plupart des cas, ils ne le faisaient que parce qu'ils n'avaient pas le choix, et, dans le secret de leurs cabinets, exprimaient bien plus leur crainte que leur espoir. Lorsque les peuples se soulèvent, l'hypocrisie des grands est souvent indispensable.

L'exception israélienne

Une exception pourtant – l'État d'Israël. Que ce soit l'opinion publique ou les prises de position officielles, elles tranchent nettement avec l'état d'esprit non seulement du monde arabe environnant, mais du monde tout entier. L'indifférence des premiers jours a rapidement fait place à une véritable panique, largement exprimée par la majorité des commentateurs et autres « experts des affaires arabes », souvent des anciens des services de renseignements

* JOURNALISTE, COPRÉSIDENT DU CENTRE D'INFORMATION ALTERNATIVE JÉRUSALEM / BÉTHLEEM

recyclés dans les médias. En Israël, on croit savoir gérer des régimes, des dirigeants, des partis politiques, des réseaux armés, par des moyens militaires ou dans le cadre de relations plus ou moins pacifiques ; diplomatie, stratégie politique et campagnes militaires sont les outils traditionnels qui permettent de gérer les acteurs politiques institutionnels, mais ils sont insuffisants dès lors qu'apparaît un acteur que les professionnels de la politique ont tendance à oublier – les peuples. Et quant, on ne peut pas ne pas les prendre en considération, ils sont alors perçus comme une masse menaçante, fanatisée et obsédée par la haine d'Israël et des Juifs.

Si donc, en Israël, la première réaction aux manifestations contre les dictatures a été une relative indifférence – « en quoi cela nous concernet-il ? » – elle a, petit à petit, fait place à un sentiment de menace, d'autant plus que l'on a commencé à se souvenir des services rendus par ces dictateurs déchus. Il y a d'ailleurs ici aussi un rapport double et contradictoire de l'opinion publique israélienne avec la réalité politique arabe : d'un côté, on considère le monde arabe dans son ensemble, avec ses États, ses dirigeants divers, ses classes sociales antagonistes comme une entité hostile avec laquelle Israël est en guerre, chaude ou froide, mais à un certain moment – en particulier, quand un allié arabe disparaît – on fait les différences qui s'imposent : à la mort d'Anouar Sadate, par exemple, on s'est tout d'un coup souvenu qu'il avait été un allié précieux et même, après le décès de Yasser Arafat, on a pu lire dans les médias et entendre de la bouche de certains politiciens que sa mort risquait de fermer des options qui, somme toute, n'étaient pas si mauvaises que ça. En un mot, Israël ne traite que rarement comme des alliés les dirigeants arabes qui sont prêts à mettre fin à l'état de conflit, mais une fois qu'ils ont disparu, on regrette les occasions manquées.

C'est exactement ce type de réactions que l'on a pu enregistrer à Tel-Aviv après que les masses égyptiennes et tunisienne aient fait dégager les régimes dictatoriaux. Rares pourtant sont les « experts » qui sont prêts à reconnaître que les gouvernements israéliens n'ont pas fait grand-chose pour renforcer ceux des dirigeants arabes qui cherchaient une alliance avec l'État hébreu, et à admettre qu'il y a une responsabilité israélienne dans leur chute. Car, ne l'oublions jamais, même si ce n'est pas l'essentiel, la complicité avec l'État d'Israël dans la répression du peuple palestinien a joué un rôle dans la délégitimation du régime égyptien et, dans une moindre mesure, du régime tunisien également. Si ce sont les problèmes domestiques qui ont sorti la jeunesse arabe dans la rue, la collusion des dictatures avec l'État colonial

israélien et, dans le meilleur des cas, leur indifférence complice à l'oppression du peuple palestinien ont été vécues comme un affront à leur dignité d'Arabes.

La guerre globale et permanente des néocons...

Le néoconservatisme est à la fois une philosophie politique et une stratégie globale devant répondre à la réalité internationale post-soviétique. Son but est double : fermer la période qui a suivi la victoire sur le fascisme, caractérisée par la compétition entre l'URSS et le monde dit « libre » pour gagner les opinions populaires, dans les pays du Sud comme dans ceux du Nord, et donc aussi des acquis sociaux et politiques substantiels pour les masses, la décolonisation n'étant pas le moindre de ces acquis.

La chute de l'Union soviétique et l'illusion que s'ouvre une période longue où les États-Unis seront l'unique grande puissance globale, espèce de *remake* du Reich de mille ans, vont engendrer une stratégie de recolonisation du monde afin d'y asseoir le nouvel empire américain, « the New American Century » dans le jargon des néoconservateurs. Ceux-ci seront les penseurs et les stratèges de cette nouvelle stratégie.

Il est intéressant de noter que les groupes de recherche (*think-tanks*) néocons qui se mettent en place dans les années quatre-vingt sont composés essentiellement de Nord-Américains et d'Israéliens, parmi eux un Américano-Israélien nommé Benjamin Netanyahu.

Si l'objectif des néoconservateurs est de fermer là les quatre glorieuses du post-fascisme et d'asseoir l'Empire états-unien, le moyen pour l'obtenir sera la guerre globale, préventive et permanente. Car si les États-Unis sont une puissance en déclin sur le plan économique et commercial, leur hégémonie militaire reste incontestée, et c'est par l'utilisation de cette hégémonie dans l'usage global de la force que ses dirigeants pensent conserver leur statut de puissance numéro un. Le Moyen-Orient sera leur champ de bataille prioritaire, et ce pour deux raisons.

La première de ces raisons est l'importance stratégique du Proche et du Moyen-Orient : le canal de Suez et les immenses réserves de pétrole en font de plus en plus une zone convoitée par les puissances émergentes (ou réémergentes), plus proche géographiquement de cette région que les États-Unis, la Chine, la Russie et l'Inde. Maintenir son contrôle militaire sur le Moyen-Orient permettrait à Washington de contrôler les ressources énergétiques de ses adversaires.

La seconde raison est plus importante encore. Pour mener une guerre globale, il faut un ennemi global. Les États-Unis des

années 1945-1985 avaient pour ennemi global le communisme et l'Union soviétique, perçus comme une menace civilisationnelle. « C'est eux ou nous », leur collectivisme ou nos libertés, disaient en substance les idéologues de la guerre froide pour mobiliser leurs propre masses et gagner les pays non alignés. C'est la civilisation dite judéo-chrétienne ou la menace islamiste affirment les stratèges néoconservateurs. De même que dans les années cinquante à soixante-dix, le « Rideau de fer » séparait totalitarisme et monde libre, le Mur en Palestine sépare civilisés judéo-chrétiens et barbares musulmans.

Je ne m'étendrai pas ici – je l'ai fait dans des textes précédents – sur cette colossale falsification historique que représente ce concept de « judéo-chrétien », construction sémantique mystificatrice dont le seul but est d'ostraciser l'islam. Une remarque, par contre, sur la construction néoconservatrice de l'islam comme nouvel ennemi global. Initialement, c'est-à-dire dans les années quatre-vingt, l'ennemi global a été défini comme le « terrorisme international ». Benjamin Netanyahu en a été l'idéologue en chef, qui, avec son équipe de chercheurs néoconservateurs états-unis et israéliens, a réussi, dès le milieu des années 1980, à inonder les médias internationaux de ses appels à la guerre préventive contre cette nouvelle menace globale.

Par glissement sémantique, le terrorisme international est petit à petit devenu le terrorisme islamiste pour devenir, finalement, l'islam comme phénomène terroriste mondial. C'est ainsi que la philosophie désespérément vide et scandaleusement raciste du « choc des civilisations » d'Huntington devient le cadre stratégique de la guerre globale et préventive des néoconservateurs. Or la Palestine est la ligne de front de ce soi-disant choc des civilisations : à l'ouest du mur, les pays civilisés (Israël, Europe, Amérique du Nord), à l'est, les nouveaux barbares (la Palestine) et derrière celle-ci, le monde arabe, puis, plus à l'est, l'Afghanistan, et plus largement, le monde musulman.

Ce que Netanyahu, Barak et Sharon ne cesseront d'affirmer au cours de la dernière décennie, c'est que la « guerre » en Palestine concerne en fait l'ensemble du monde civilisé, et qu'en écrasant les Palestiniens, Israël protège, avec la chair et le sang de ses citoyens, les valeurs de la démocratie et de la laïcité, sans oublier évidemment les droits des femmes.

...et sa déroute

C'est dans une symbiose absolue – inconnue dans les relations internationales depuis l'époque de la guerre du Sinaï,

quand l'ambassadeur de France siégeait aux réunions du gouvernement hébreu – que néoconservateurs états-uniens et israéliens coordonnent leur politique de guerre. Les guerres d'Afghanistan, du Liban, d'Iraq et l'agression coloniale en Palestine, sans parler de la douzaine d'autres conflits dits de basse intensité, ne sont en fait que des fronts différents d'une seule et même guerre, menée simultanément de Washington et de Tel Aviv. Dans cette alliance, Israël n'est pas la marionnette des États-Unis, pas plus que ces deniers ne sont manipulés par un quelconque lobby sioniste, mais bien deux États brigands qui partagent un même objectif et coordonnent leurs actions. Cette guerre va durer une dizaine d'années et se solder par un échec flagrant, si ce n'est une déroute totale.

Pour Washington, c'est l'embourbement en Iraq, et ce n'est que grâce à la politique de Téhéran (eh oui !) que l'armée américaine a réussi à éviter un nouveau Vietnam, alors qu'en Afghanistan, la situation n'est pas beaucoup plus brillante. Pour Israël, ça a été la raclée au Liban en 2006 et malgré les milliers de morts et les destructions massives sous le pilonnage de l'aviation et de l'artillerie sionistes, cette invasion sanglante s'est soldée par une déroute politico-militaire qui a démontré les limites de la politique de force de l'État hébreu et sa grande vulnérabilité. Dans les territoires palestiniens occupés, le bilan est plus nuancé, du fait, entre autres, de la division du mouvement national palestinien, nous y reviendrons.

Ce n'est pas faire du romantisme bon marché que d'affirmer que la stratégie néoconservatrice de guerre globale et préventive a échoué grâce à la résistance des peuples, souvent menée par des mouvements islamistes – le Hezbollah au Liban, Hamas dans les territoires palestiniens occupés, la République islamique d'Iran, et une partie importante des organisations de la résistance en Afghanistan. Des mouvements islamistes, avons-nous dit, et non une internationale islamiste centralisée et coordonnée, comme essaient de nous le faire croire les idéologues néocons, qui font rapidement l'impasse sur la diversité de leurs origines, leurs profondes divergences idéologiques, voire leurs appartenances religieuses variées.

George W. Bush et son administration sont tombés parce que leur stratégie de guerre a été un fiasco pour les États-Unis, coûteuse en vies humaines et en moyens financiers, pour des résultats souvent à l'inverse des objectifs voulus. Alors qu'ils étaient occupés à faire la guerre contre les peuples de l'Orient, les néocons ne voyaient pas que d'autres puissances en profitaient pour placer leurs pions sur l'échiquier international, y compris au

Moyen-Orient, et le rêve hégémonique états-unien se transformait petit à petit en déroute globale. C'est le mandat qu'a reçu Barack Obama d'une partie de la classe dominante états-unienne : reconstruire l'Empire, par d'autres moyens, en particulier dans une plus grande collaboration avec les autres puissances de la planète, ainsi que la cooptation de certains des pouvoirs en place, voire même de certains mouvements populaires.

Le discours du Caire

Le discours d'Obama à l'université du Caire marque un tournant qu'il serait erroné de sous-estimer : le président américain y annonce une rupture avec la stratégie du choc des civilisations et appelle à un dialogue entre l'Occident et le monde musulman. Réitérant la doctrine américaine sur la centralité du Moyen-Orient pour une stabilité internationale (c'est-à-dire pour que les affaires marchent au mieux), Obama remet en question la conception néoconservatrice qui fait de l'Iraq l'épicentre de la stratégie états-unienne et revient à la vieille conception du département d'État : la Palestine, et non l'Iraq, est au cœur des déstabilisations régionales, et la solution au conflit israélo-palestinien doit être une priorité pour la diplomatie américaine. Le président américain va même plus loin : au cœur du conflit en Palestine ne se trouve pas « la sécurité d'Israël » mais la colonisation. Dans son discours, Obama appelle donc à un gel total de la colonisation.

Depuis deux décennies au moins, on n'avait pas entendu de la part d'un président américain un diagnostic aussi juste, ainsi d'ailleurs que le remède que celui-ci implique. On comprend ainsi l'espoir que le discours du Caire a suscité dans l'ensemble du monde arabe... et la déception qui s'est ensuivie avec le retrait misérable de Barack Obama.

À la grande surprise de la Maison-Blanche, le gouvernement israélien a immédiatement répondu par une fin de non-recevoir à la demande de son grand allié nord-américain, dans un style peu compatible avec les relations stratégiques qui lient les deux pays, voire même avec le langage que l'on utilise en général dans la diplomatie internationale.

Le lendemain du discours du Caire, le gouvernement israélien annonçait de nouveaux projets de constructions dans les territoires occupés, laissant clairement entendre que les souhaits de la Maison-Blanche ne les engageaient en rien.

Il faut savoir que, pour les néoconservateurs au pouvoir à Tel-Aviv, Obama est un accident, une malheureuse parenthèse,

qui ne représente pas les États-Unis véritables. Dans deux ans, les « vrais Américains », à savoir leurs amis néocons et l'extrême droite évangéliste, reviendraient à la Maison-Blanche, et avec eux la bonne vieille stratégie de guerre globale. C'est du moins ce qu'espérait le trio Netanyahu-Lieberman-Barak. Le printemps arabe risque bel et bien de les obliger à corriger leur copie, ou à laisser leur place à une équipe plus en phase avec la prévisible stratégie américaine. Car les révolutions arabes ont définitivement enterré la stratégie néoconservatrice.

Si Obama s'est aplati devant le gouvernement d'extrême droite israélien, ce n'est pas, comme on a souvent tendance à le croire, à cause de la puissance de tel ou tel lobby (juif ou évangéliste) mais parce qu'il est conscient que, pour forcer le gouvernement israélien à se soumettre ou à se démettre, il est nécessaire d'utiliser de fortes pressions qui, à court terme, affaibliraient, Israël et renforceraient ses adversaires, ce que Washington ne peut en aucun cas se permettre dans l'état actuel de la situation régionale.

Les dirigeants israéliens le savent parfaitement qui, à travers leurs nombreux amis au Congrès, expliquent que plus que jamais, et avec la chute de Mubaraq et de Ben Ali, l'État hébreu est le seul allié stable et fiable sur lequel Washington peut compter.

La deuxième gifle de Netanyahu à Obama

Non content de l'avoir ouvertement humilié après son discours du Caire, Benjamin Netanyahu est allé attaquer le président américain sur son propre terrain, aux États-Unis. En réponse à la déclaration d'Obama sur un État palestinien dans les frontières du 4 juin 1967 (avec éventuellement un échange de territoires), le Premier ministre israélien a déclaré au Congrès américain et devant le lobby pro-israélien AIPAC que ces frontières étaient caduques. N'hésitant pas à traiter Obama d'amateur qui n'y connaissait rien, Netanyahu a parié sur la non-élection du président actuel. Ce qui s'est révélé être une grave erreur de calcul.

Or, un deuxième mandat a toujours été le cauchemar des dirigeants israéliens, car le président réélu n'a plus rien à perdre et les lobbies ne lui font plus peur. Si Obama ne s'en est pas pris à Netanyahu jusqu'à sa réélection, cela risque d'être très différent après, et ceci pour deux raisons.

La première, et la moins importante, est du domaine personnel : Obama a un compte à régler avec Netanyahu et son équipe pour les nombreuses humiliations subies et la non-prise en considération, frisant souvent l'incivilité, de ses demandes.

Comme l'écrivait un éditorialiste israélien, il y a quelques mois, « ce n'est pas comme ça qu'on se conduit avec un allié ». Le jeune président américain est un rancunier et il n'a pas avalé les nombreuses peaux de banane semées par Netanyahu et ses amis, y compris dans la grande bataille sur l'assurance maladie, qui pourtant n'avait rien à voir avec Israël ou le Moyen-Orient.

La seconde raison est d'ordre stratégique : la politique de colonisation et de guerre de l'équipe israélienne au pouvoir est, à terme, nocive pour les intérêts de grande puissance des États-Unis, particulièrement avec le positionnement de nouvelles grandes puissances dans la région arabe. Dans un certain sens, on peut dire que le discours du Caire avait anticipé le printemps arabe (en Israël, on l'accuse même de l'avoir provoqué) et la nécessité d'une nouvelle stratégie états-unienne dans le grand Orient.

L'équipe de Netanyahu a tout fait pour empêcher la réélection d'Obama et n'a pas hésité à intervenir brutalement dans la course électorale états-unienne, ce qui laisse supposer de fortes tensions à venir entre Tel-Aviv et Washington. L'intervention du Premier ministre israélien au Congrès américain a dépassé les limites de la bienséance, Netanyahu expliquant aux élus états-unis qu'un retour aux frontières de juin 1967 – évoqué la veille par le président – était hors de question et rajoutant le lendemain au dîner d'Aipac (le principal lobby pro-israélien) qu'Obama avait de grandes lacunes dans sa compréhension du Moyen-Orient.

Ils ont parié sur le mauvais cheval

Finalement, ce n'est pas Romney mais bien Barack Obama qui se trouve à la Maison-Blanche aux lendemains des élections américaines. Avoir tout misé sur le cheval républicain s'est avéré être une grave erreur. Il est bien trop tôt pour savoir si le second mandat d'Obama sera celui de la revanche contre les néoconservateurs israéliens, d'autant que la grave crise économique que connaissent les États-Unis va prendre l'essentiel des énergies de la Maison-Blanche.

Quoi qu'il en soit, un tournant d'importance s'amorce dans la politique états-unienne, qui aura de sérieuses implications sur des tensions futures entre Washington et Tel-Aviv : l'appui sur les forces islamistes au pouvoir, en particulier en Égypte. Aux antipodes de la stratégie du « choc des civilisations », l'administration américaine va devoir prendre appui sur les Frères musulmans, qu'ils soient au pouvoir (Égypte, Tunisie) ou simplement dans le jeu politique de différents pays arabes. Pour ne donner qu'un seul exemple de tensions à venir : les bonnes

relations entre le gouvernement égyptien et le Hamas vont peser sur une crise prochaine dans la bande de Gaza, et peuvent imposer à Israël la levée partielle de l'embargo, en ouvrant la frontière de Rafah¹.

Ce ne sera pas la première fois que l'impérialisme américain fait le choix des Frères musulmans, et dès lors que la guerre globale contre l'islam n'est plus l'arrière-fond de la stratégie américaine, on n'a pas grande difficulté à imaginer une politique qui combine l'appui à Israël et l'intégration des Frères musulmans dans le maintien de l'ordre régional – contre les masses populaires, contre les courants salafistes, et surtout contre l'Iran et l'axe chiite.

Pour résumer : un des effets – à l'heure actuelle – du Printemps arabe est la nouvelle centralité des Frères musulmans et le rôle que va jouer l'Égypte dans la région, au grand dam des dirigeants israéliens. Mais Barack Obama n'a pas d'autre choix, s'il veut maintenir une influence américaine au Proche et au Moyen-Orient. Le choix néoconservateur de la guerre globale est passé.

C'est bon pour les Juifs ?

« Au fond, est-ce bon pour les Juifs ou mauvais pour les Juifs » – voilà comment, en Israël, on résume l'analyse de questions politiques qui ne concernent pas directement l'État hébreu, et, concernant le Printemps arabe, la réponse donnée par ses dirigeants est double.

Toute initiative ou intervention des masses populaires arabes sur la scène politique est immédiatement perçue comme une menace, et la chute de régimes dictatoriaux comme l'écroulement d'une digue protectrice. Ce qui n'est pas nécessairement le point de vue de certains des alliés d'Israël, y compris à Washington. Pour une partie de la classe dirigeante américaine, les régimes corrompus et sanguinaires en place dans de nombreuses capitales arabes étaient devenus des boulets qui entraînaient dans la haine qu'ils provoquaient au sein de leur propre population la haine des États-Unis eux-mêmes.

¹ Cet article a été écrit avant les confrontations de Gaza (mi-novembre 2012) qui confirment : a. l'incontournabilité du Hamas et b) le rôle de l'Égypte comme médiateur, imposé à Israël et salué par Washington ; c. les mesures humiliantes pour le gouvernement israélien qui viennent d'être imposées par le médiateur égyptien.

Un second son de cloche pourtant peut être entendu du côté du bureau du Premier ministre : la chute des dictatures renforce le rôle de l'État juif comme unique allié fiable et stable pour Washington. « Faire pression sur Israël risquerait d'affaiblir le seul État sur lequel les États-Unis puissent compter, le seul État où n'existe aucun risque de révolution populaire ; c'est le message qu'il faut faire clairement entendre à la Maison-Blanche », déclarait un proche de Netanyahu, selon la première chaîne de la radio israélienne, au cours du voyage provocateur de ce dernier dans la capitale états-unienne. Dans un certain sens c'est la vieille – et fausse – philosophie politique selon laquelle plus ça va mal, mieux c'est.